

« Ça suffit, agissez maintenant ! »

BURUNDI Le coup de colère de Maggy Barankitse et ses 20.000 enfants

- ▶ C'est la « maman nationale » du Burundi, qui œuvre pour la paix.
- ▶ Menacée de mort, elle a dû fuir son pays.
- ▶ Mais elle continue à se battre pour les siens.

TÉMOIGNAGE

Basta ! Ça suffit ! Depuis 20 ans, je m'occupe des orphelins du Burundi, de tous ceux qui ont souffert à cause des guerres, des crises. C'est pour eux que j'ai créé la Maison Shalom il y a 20 ans, qui s'est occupée de dizaines de milliers d'enfants... Et maintenant, j'ai été obligée de fuir mon pays parce que je figure sur une liste de personnes que le pouvoir veut abattre. Et il y a un mandat d'arrêt contre moi ! »

D'habitude, Marguerite Barankitse, 59 ans, est un monument de bonne humeur, d'énergie et d'espoir. Cette femme qui a reçu d'innombrables prix internationaux couronnant son travail au service des enfants et de la paix est d'ailleurs une institution au Burundi, où on l'appelle la « maman nationale ».

Elle a réussi, à la force du poignet, à monter la plus grosse ONG du Burundi, Maison Shalom, qui ne s'occupe plus seulement d'orphelins et d'enfants vulnérables, mais aussi de développement durable, de microcrédit, de santé grâce à son hôpital. En 20 ans, Maggy, comme tout le monde l'appelle, a recueilli 20.000 orphelins et pris 45.000 enfants en charge.

« Je ne veux plus voir d'enfants aux yeux crevés ou blessés à coups de machette »

Après avoir fait des études, ces dizaines de milliers d'enfants ont essaimé dans la société burundaise mais n'ont jamais oublié leur maman Maggy. Ce sont eux qui l'ont prévenue, début mars, que son nom se trouvait sur une

liste de cinq personnes que le pouvoir voulait voir disparaître. A la demande des enfants, Marguerite Barankitse a alors plongé dans la clandestinité. Et ce sont eux qui, le 14 juin, l'ont avertie qu'il y avait un mandat d'arrêt lancé contre elle. En se déguisant, elle a réussi à embarquer incognito sur un vol Brussels Airlines vendredi 19 juin, et la voilà en Belgique. « Le Burundi est notre maman, elle est malade. On devrait la chérir, la soigner. Or moi, j'ai été forcée de l'abandonner », souffle-t-elle en écrasant une larme. Un bref moment de découragement, vite effacé.

« J'ai créé Maison Shalom il y a 20 ans parce que les problèmes du Burundi ont été mal gérés depuis l'indépendance. On a voulu nous faire croire que notre problème, c'était un conflit ethnique, Hutus-Tutsis, c'est faux ! Notre problème, c'est que nos dirigeants n'ont jamais cherché de solutions de développement durables : ils ont voulu se partager le gâteau et, grâce à la corruption, piller notre pays. Le Burundi est fertile, or, avec 10 millions d'habitants, nous souffrons de malnutrition. Il y a plus de 20 ans, ma famille a été tuée dans des massacres anti-Tutsis, alors j'ai voulu faire ma révolution en créant une nouvelle génération qui soit capable de casser ce cycle de violences. Avec tous ceux qui travaillent avec moi, nous avons créé de l'espoir, mais il risque de partir en fumée... »

Maggy a essayé de parler au président Nkurunziza : « Le 11 mars 2014, je suis allée le trouver, je lui ai demandé s'il se rendait compte que son peuple se mourait... La santé, l'éducation se dégradent, les jeunes qui n'appartiennent pas au parti au pouvoir ne trouvent pas de travail. Le pouvoir s'était lancé dans une campagne d'intimidation de la société civile. » Il ne l'a pas écoutée...

Et puis il y a eu en septembre 2014 l'assassinat de trois reli-

gieuses italiennes, des journalistes jetés en prison. « Alors, je suis allée manifester, j'ai parlé crûment. Quand le président a dit qu'il voulait un troisième mandat, en violation des accords d'Arusha, j'ai vu arriver cette crise. Mais j'ai été si fière de ces jeunes manifestant leur opposition si dignement, sans piller, en chantant notre hymne national : c'est un exemple pour l'Afrique... Quand ces jeunes ont été blessés, je les ai soignés. J'ai envoyé une ambulance de mon hôpital pour emmener un jeune grièvement blessé se faire opérer au Rwanda. Et lorsqu'un gamin de 15 ans, à genoux, les mains sur la tête, a été abattu à bout portant par un policier, j'ai organisé son enterrement, j'ai dénoncé ce crime. Et

j'ai distribué des bougies pour que nous sortions enfin de l'obscurité. C'est pour cela qu'ils veulent m'arrêter... »

Maggy raconte encore les 800 prisonniers politiques, les 72 manifestants assassinés mais aussi les fosses communes découvertes, les appels de mamans qui s'inquiètent de ne pas voir revenir leurs fils, qui ne sont ni en prison ni dans les locaux du renseignement : disparus... Et l'arrivée, ce mercredi, d'un avion rempli d'armes vidées en secret sur le tarmac de Bujumbura par 6 généraux.

« Le monde doit agir, maintenant ! On ne veut plus de désastres, je n'en peux plus de réparer les pots cassés, de réintégrer les enfants soldats qui sont aujourd'hui ré-enrôlés par le pouvoir. Je ne veux plus voir d'enfants aux yeux crevés ou blessés à coups de machette : ça suffit ! Agissez maintenant ! Nous ne voulons plus voir une nouvelle fois, après le désastre, débarquer vos experts en résolution pacifique des conflits avec leurs pancartes et leurs slogans. Il suffit que la Cour pénale internationale arrête Nkurunziza et une douzaine d'autres dirigeants. Je suis très en colère... » ■

VÉRONIQUE KIESEL

DÉFECTION**Le 2^e vice-président à l'abri en Belgique**

Le 2^e vice-président du Burundi, membre éminent du parti au pouvoir, Gervais Rufyikiri, a fui le pays et a trouvé refuge en Belgique, appelant le président Pierre Nkurunziza à renoncer à un troisième mandat. *« J'ai quitté le Burundi (...) parce que je n'étais plus capable de continuer à soutenir l'attitude du président de la République, sa volonté de conduire le peuple burundais sur la voie de l'illégalité »,* a-t-il déclaré sur France 24 mercredi soir, disant avoir aussi été visé par des *« menaces »* en raison de ses prises de position contre une nouvelle candidature du chef de l'Etat. *« Cette candidature, contraire à l'intérêt du peuple burundais, va conduire le pays à une véritable crise socio-politique »,* a-t-il encore mis en garde. (afp)

TENSIONS À BUJUMBURA**Des étudiants se réfugient à l'ambassade des Etats-Unis**

Quelque 200 étudiants qui campaient depuis le début de la contestation contre le président burundais Pierre Nkurunziza à l'extérieur de l'ambassade américaine et que la police voulait évacuer se sont, pacifiquement, réfugiés dans le complexe de la représentation diplomatique jeudi. Les étudiants campaient depuis fin avril près de l'ambassade, dont ils demandaient la protection après avoir été chassés de leurs campus au début des manifestations. (afp)